

La Ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire

Collectif Rosa Bonheur

Paris, Éditions Amsterdam, 2019, 240 p.

*Lu par Sophie Rétif**

Comment les mutations du travail transforment-elles l'espace, et plus particulièrement les villes ? À quelles conditions l'espace urbain peut-il constituer une ressource pour les classes populaires ? Que devient le travail dans les territoires désindustrialisés et « relégués », dans lesquels une part importante de la population n'accède plus au travail salarié ? À ces questions, le collectif Rosa Bonheur apporte des réponses originales et passionnantes à partir d'une enquête menée dans la ville de Roubaix.

Les six auteur-es, cinq sociologues et un chercheur en urbanisme et aménagement, ont fait le choix de publier sous un nom collectif afin de résister « à l'individualisation des modes de recherche et d'évaluation » (p. 218). Une annexe méthodologique rend compte de leurs réflexions sur l'usage du nom collectif et les obstacles auxquels il peut se heurter. Les membres de Rosa Bonheur ont enquêté à Roubaix entre 2011 et 2015, avec des méthodes ethnographiques. Ville à l'histoire marquée par la mono-industrie textile, Roubaix a connu à partir des années 1970 une désindustrialisation et un déclin démographique important. Les ouvrier-ères et employé-es y constituent aujourd'hui encore une grande part de la population (69 % en 2011) et le taux de pauvreté y est parmi les plus élevés de France (42,3 % en 2013). Comme le rappellent les auteur-es, Roubaix a aussi été un terrain particulièrement investi par les sciences sociales : des enquêtes y ont été menées sur le socialisme municipal, les dispositifs de participation des habitant-es, les luttes urbaines ou encore la vie associative.

Le livre propose de « saisir un processus global » (p. 20) à partir d'une monographie. Il s'agit d'analyser les recompositions du travail dans un contexte de raréfaction du travail salarié, et la manière dont ces recompositions transforment l'espace dans les villes désindustrialisées et « reléguées ». L'objectif est également de caractériser le passage d'une territorialité ouvrière à une territorialité populaire, à partir de l'hypothèse selon laquelle l'espace constitue une ressource essentielle pour les classes populaires, qui leur permet de résister à la domination. L'enquête menée à Roubaix a

* Université Paris Nanterre, Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société (UMR 8533).

été consacrée aux fractions des classes populaires les plus fragilisées du point de vue de l'accès à l'emploi : les personnes enquêtées sont en majorité catégorisées comme inactives ; certaines cumulent ou articulent au cours du temps travail salarié, travail indépendant et travail « au noir ». Ces personnes sont par ailleurs très souvent racisées. Trois terrains ont été plus particulièrement étudiés : des ateliers réunissant des femmes dans des centres sociaux, les activités de réparation mécanique, et l'autoconstruction et la rénovation de logements.

L'analyse déployée mobilise trois concepts, auxquels sont respectivement consacrés les trois premiers chapitres : le travail de subsistance, la centralité populaire, l'économie morale populaire. Le premier concept, celui de travail de subsistance, s'avère très convaincant pour répondre aux questions posées par le collectif. Emprunté à Maria Mies¹, il est utilisé pour décrire et analyser des activités « inégalement monétisées », entre don et marché (p. 42), autrement dit ici, l'ensemble des activités réalisées par les habitant.es de Roubaix pour subvenir à leurs besoins, qu'elles soient ou non rémunérées ou socialement reconnues comme du travail. Ces activités sont très diverses : vente de biens et de services (coiffure à domicile, cuisine, garde d'enfant(s), récupération d'objets, réparations mécaniques effectuées dans la rue ou dans des espaces privés, etc.) afin d'obtenir un revenu monétaire ou en nature ; soin aux enfants, aux proches ; autoconstruction et rénovation de logements pour se loger, parfois pour louer ou revendre ; travail administratif (« papiers ») pour accéder à des prestations sociales ; rationalisation de la consommation (achats en groupe pour obtenir des prix de gros, nombreux déplacements dans la ville pour acheter les produits les moins chers, etc.). Le concept de travail de subsistance permet de mettre en lumière et d'analyser la dimension productive des activités accomplies par les personnes catégorisées comme inactives. Et, dans le prolongement des travaux féministes matérialistes, de qualifier de travail des activités qui ne sont socialement pas considérées comme telles.

Grâce à ce concept, il est possible de décrire et d'étudier une vie économique « qui s'organise aux marges des marchés, mais sans en être complètement déconnectée » (p. 38) et un travail « qui se confond avec la vie même » (p. 63). C'est sans doute la caractéristique la plus frappante du travail de subsistance : incorporé à toutes les dimensions de la vie, il demande un engagement temporel et subjectif très important. Les auteur.es évoquent ainsi une « auto-exploitation post-fordiste qui implique de la part des individus une implication permanente, sur tous les fronts, dans une pluriactivité parfois vertigineuse » (p. 65). Deux éléments sont indispensables à la réalisation de ce travail. Le premier est la famille : le travail comme les ressources sont largement collectivisés au sein des familles. Le second est l'espace, puisque le travail de subsistance ne peut être réalisé sans des rues dans lesquelles s'installer, des logements accessibles à prix très bas, des quartiers dans lesquels récupérer des objets, etc. Les réseaux de voisinage ont aussi leur importance.

1. Mies M. (1988), *Patriarchat und Kapital. Frauen in der internationalen Arbeitsteilung*, Zürich, Rotpunktverlag.

À la lecture de l'ouvrage, on est convaincu par l'intérêt du concept. Il permet tout d'abord de ne pas distinguer artificiellement travail productif et reproductif² et de montrer au contraire comment les individus articulent différentes activités pour vivre, sans leur conférer un statut ou une signification différente. Il rend ensuite compte de la centralité de ce travail dans les existences : ce n'est pas un ersatz de travail, mais bien un travail, construit collectivement, dont les fonctions sociales et économiques sont essentielles. On regrette cependant parfois qu'une discussion un peu plus serrée ne soit pas engagée avec les travaux consacrés aux concepts de « secteur informel » ou d'« économie informelle », qui ont posé des questions très proches³.

Le deuxième concept mobilisé dans l'ouvrage est celui de centralité populaire. Pour les auteur-es, la ville post-fordiste, même « reléguée », constitue une ressource pour les classes populaires. La centralité populaire, ce sont « les caractéristiques de l'espace local qui cumule des fonctions d'accès au logement et d'ancrage résidentiel, d'activités économiques et de travail, d'accès à des commerces aux prix spécifiques » (p. 17). L'espace urbain est ainsi central pour les classes populaires parce qu'il permet d'accéder à du travail, à des ressources économiques, au logement, mais aussi de constituer de nombreux liens. Or il est nécessaire de nouer des liens denses et nombreux pour faire face à la pauvreté. Les auteur-es insistent sur les spécificités du parc immobilier roubaisien : les logements y sont certes souvent de très mauvaise qualité mais aussi, en moyenne, très bon marché. Les classes populaires peuvent donc y avoir accès et les utiliser pour vivre comme pour travailler. Par ailleurs, l'achat, la réhabilitation et la revente de logements « permet[tent] des promotions sociales et économiques que le salariat ne permet plus » (p. 105). Avec le concept de centralité populaire, on peut donc analyser la dimension spatiale du travail de subsistance : à quelles conditions l'espace rend-il possible la réalisation de ce travail ? En retour, on peut saisir la manière dont « les classes populaires fabriquent la ville, en travaillent la matérialité afin d'y produire des logements accessibles, des espaces de travail pour leurs activités et une offre commerciale adaptée » (p. 76). Les activités de réparation mécanique, par exemple, donnent forme aux espaces publics et privés.

Le troisième concept est celui d'économie morale populaire, emprunté à Edward P. Thompson⁴ et utilisé pour décrire un « attachement à des valeurs et des principes à même de restaurer une honorabilité et un prestige » (p. 211). Les auteur-es s'intéressent alors à la dimension morale des activités, à leur structuration par des liens de réciprocité, et mettent en évidence l'importance accordée à plusieurs principes et valeurs : le travail et sa division genrée, l'identification au quartier et à la communauté d'origine, le sentiment religieux. Si les analyses sont riches, l'usage du concept d'économie morale peut être discuté. On rejoint Johanna Siméant lorsqu'elle

2. On désigne par ce terme le travail qui permet la reproduction de la force de travail : travail domestique, éducation des enfants, soins aux proches, etc.

3. Sur ces critiques, on peut notamment renvoyer aux travaux de Bruno Lautier.

4. Thompson E. P. (2012), *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Seuil.

souligne que ce concept invite à « penser le lien vertical entre dirigeants et dirigés⁵ ». Or les attentes à l'égard des responsables politiques ne sont pas étudiées de manière détaillée, au-delà de l'idée selon laquelle on attend qu'ils et elles se comportent comme de « bonnes autorités » (p. 214) et rendent possible la subsistance des plus faibles.

Dans un dernier chapitre passionnant, le collectif Rosa Bonheur s'intéresse à la manière dont les institutions se saisissent du travail de subsistance : en l'encadrant, en le réprimant, en le réorientant. Pour les pouvoirs publics, le travail n'est pas toujours acceptable. Un arrêté municipal interdit ainsi les activités mécaniques dans la rue. L'un des principaux marchés aux puces de la ville est fermé. Le travail d'autoréhabilitation des logements, perçu de manière ambivalente par la municipalité, est contrôlé de manière restrictive. La municipalité privilégie par exemple la mise en place d'un programme d'encadrement confié à un cabinet d'architectes – programme déconnecté des pratiques et attentes des habitant-es – et retire ses subventions à une outillèthèque portée par une association locale. On retrouve alors des phénomènes étudiés sur d'autres terrains, par exemple à propos du travail des biffins⁶. Les auteur-es montrent en outre que le travail de subsistance peut faire l'objet de réappropriations par des institutions. C'est le cas lorsque des associations mobilisent le travail des femmes pour financer leurs actions sociales. L'un des centres sociaux de la ville demande ainsi à ses bénéficiaires de travailler bénévolement – en préparant des repas, en fabriquant des objets – afin de récolter les fonds nécessaires à l'organisation de diverses activités (sorties, etc.). L'intervention associative convertit alors le travail de subsistance en travail gratuit⁷. Ce processus se comprend notamment au regard des évolutions des modes de financement des associations, invitées à « s'autofinancer » en « développant leurs ressources propres⁸ ». Le travail de subsistance est donc fragile : dépendant de l'espace, des réseaux familiaux et de voisinage, mais aussi de l'action des institutions, il est facilement empêché ou réapproprié.

La Ville vue d'en bas est un beau livre, qui apporte des éléments importants pour comprendre les transformations du travail et de la « ville post-fordiste ». C'est aussi un livre qui propose des conclusions fortes. Pour les auteur-es, la raréfaction du travail salarié a pour conséquence une démarchandisation partielle de l'économie qui « ouvre un espace d'autonomie – certes contrainte – pour les classes populaires » (p. 203). Mais cette démarchandisation partielle s'accompagne d'un processus de réorganisation de la sphère privée, « tout entière colonisée par le travail de subsistance » (p. 204) : les espaces et les activités domestiques sont toujours susceptibles d'être marchandisés. Cette hypothèse d'un double processus de démarchandisation

5. Siméant J. (2010), « "Économie morale" et protestation. Détours africains », *Genèses*, n° 81, pp. 142-160.

6. Sur cette question, voir par exemple Milliot V. (2015), « Remettre de l'ordre dans la rue. Politiques de l'espace public à la Goutte-d'Or (Paris) », *Ethnologie française*, vol. XLV, n° 3, pp. 431-443.

7. Simonet M. (2018), *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?*, Paris, Textuel.

8. Tchernonog V., Prouteau L. (dir.) (2019), *Le Paysage associatif français. Mesures et évolutions*, Paris, Juris Éditions/Dalloz.

partielle de l'économie et de marchandisation de la sphère privée mérite d'être travaillée à partir d'autres enquêtes. On ajoutera enfin que, comme le suggèrent en conclusion les auteur-es, le livre peut utilement nourrir les débats sur le revenu universel. Devons-nous recevoir un revenu parce que nous vivons ? Ou percevoir un salaire parce que nous travaillons ?